

Annexe 9 – Règles relatives aux activités de visibilité, de transparence et de communication

Les territoires porteurs d'un investissement territorial intégré veillent à la visibilité du soutien de l'Union européenne :

- pour toutes les opérations soutenues par l'Union européenne menées dans le cadre de l'ITI, en accordant une attention particulière aux opérations pouvant être qualifiée d'opérations d'importance stratégique et à celles dont le coût total dépasse 10 millions d'euros ;
- en mettant en œuvre des actions visant à ce que les citoyens du territoire concerné soient informés du rôle et des réalisations de l'Union.

Lorsqu'ils exercent des activités de visibilité, de transparence et de communication, les territoires porteurs d'un investissement territorial intégré utilisent l'emblème de l'Union conformément à l'annexe IX du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

Les territoires porteurs d'un investissement territorial intégré et les bénéficiaires font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération :

- en fournissant sur leur site internet, si un tel site existe, et leurs sites de médias sociaux, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union (cf. annexe IX du règlement UE 2021/1060), dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - les opérations soutenues par le FEDER, dont le coût total est supérieur à 500 000 euros,
 - les opérations soutenues par le FSE+, dont le coût total est supérieur à 100 000 euros ;
- en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ;
- pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 euros, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Région Île-de-France et la Commission.

Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent, et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'Autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, **en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée.**